

Pays : Danemark

Commission : Économie et Finances

Problématique : Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ?

Le Danemark est une monarchie constitutionnelle dotée d'un système parlementaire représentatif et gérée par un chef de gouvernement (Le Premier ministre) et un chef d'État (Le Monarque). Le royaume est actuellement dirigé depuis juin 2019 par le Parti social-démocrate (SD) de la Première ministre Mette Frederiksen, qui fournit des valeurs qui coïncident fortement avec ceux de l'Union européenne. Cependant, elle reste attachée à une Europe libérale et peu dépensière, membre des « quatre frugaux ». D'ailleurs, l'Union européenne fait face à un déclin économique dû notamment à la pandémie mondiale. Autrement dit, faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ? Vers un protectionnisme européen ?

L'Union Européenne a vu son économie se fragiliser ces dernières années, à cause du Brexit notamment qui a favorisé l'idée d'instaurer un protectionnisme national chez les États membres. Depuis la crise de la Covid-19, le phénomène s'est amplifié. En effet, la mise en lumière des fragilités de l'hypermondialisation a entraîné certains pays membres de l'Union Européenne à adopté des mesures protectionnistes, ralentissant, par conséquent, les activités économiques des pays. Ainsi, les pays préfèrent prioriser leurs intérêts propres au détriment d'une solution collective. Cependant, la seule solution qui paraît possible à court terme est l'installation du protectionnisme en Europe. C'est-à-dire, une Europe unie et forte face aux négociations avec les autres puissances mondiales. Mais cet avis diffère entre les pays, comme le Danemark, au sein de l'Union Européenne, plusieurs points de vue s'opposent.

Le Danemark est l'un des pays les plus riches d'Europe en termes de PIB par habitant. Elle se caractérise par son économie ouverte, qui est sensible à la demande extérieure, en particulier au Royaume-Uni et à son Brexit. Cependant, le déclin de l'économie a été modeste en comparaison internationale. Cela est dû à la concentration des exportations danoises sur les produits pharmaceutiques (16 % de toutes les exportations) et les produits agricoles/alimentaires (13 %), pour lesquels la demande est restée relativement robuste durant la crise sanitaire. Toutefois, l'exportation de machines, en particulier les éoliennes, qui est l'autre grand pilier des exportations danoises, est confronté à la faible demande de l'Allemagne et du Royaume-Uni, les principaux marchés d'exportation. Le commerce intra-Union Européenne représente 61 % des exportations du Danemark (dont Allemagne : 16 % et Suède : 11 %), ses exportations hors Union Européenne s'élevant à 8 % pour les États-Unis et à 6 % pour la Norvège. De plus, 70 % des importations proviennent d'États membres de l'Union Européenne (dont Allemagne : 22 %, Suède : 12 % et Pays-Bas : 8 %). Ainsi, un protectionnisme européen semblerait profiter au pays.

Toutefois, depuis l'intégration de leur pays à la Communauté économique européenne (CEE) en 1973, la même année que le Royaume Uni et l'Irlande, les Danois ont par trois fois voté "non" lors de six référendums relatifs aux questions européennes. Ils ont ainsi rejeté à 50,7 % le traité de Maastricht en 1992, puis à 53,2 % l'adoption de l'euro en 2000, et se sont opposés à 53,1 % à l'entrée de leur pays dans l'espace européen de sécurité, de justice et de liberté. Depuis, l'engagement danois au sein de l'UE, bien qu'actif, est demeuré partiel, si bien que le pays n'a par exemple pas adhéré à la zone euro. De plus, dans un eurobaromètre publié par la Commission européenne en juillet 2016, 65 % des Danois sont opposés à l'idée d'une Union économique et monétaire et d'une monnaie unique, contre une moyenne de 38 % pour les vingt-huit États membres. Ainsi, un accord économique entre le Danemark et l'Union Européenne ne semble pas être si facile.

En conclusion, l'Union Européenne fait face à un déclin économique sans précédent dû notamment à la crise du COVID-19. L'installation du protectionnisme en Europe paraît être la seule solution possible à court terme. Thèse qui semble être soutenue par la Première ministre Mette Frederiksen,

europophile « sous conditions », attachée à une Europe libérale et peu dépensière, membre des « quatre frugaux ». Il faut rappeler que l'économie du pays est ouverte et sensible à la demande extérieure, surtout intra-Union Européenne et Britannique.